

MAY 6

Unedited copy - not official until printed  
Copie non éditée - non officielle avant impression

Angre Ouellet 2466, 508  
Fax: / Télécopieur  
943-2225/943-2113

(c.l. Questions orales)

1415-5

(Français)

ACC.	
FILE	3910-04/UNAFIR
LCR	3341
	(A.3)

[L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition): Monsieur

le Président, pendant que nous faisons des discours, pendant que nous parlons, pendant que nous exprimons des sentiments, il y a des centaines de milliers de gens qui sont en train d'être assassinés dans ce pays, un pays qui est très près du Canada par ses politiques internationales, par l'aide que nous avons dispensée. Depuis près d'une centaine d'années, nous sommes présents dans ce pays. Que faisons-nous pour empêcher le massacre? Il y a maintenant des rivières qui connaissent des embâcles de corps de personnes assassinées. Il faut dépasser les paroles.

Je demande au gouvernement s'il convient que la présence d'une force d'interposition aurait pour effet d'inciter les rebelles et l'armée rwandaise à négocier le cessez-le-feu qui permettrait de mettre fin à ce drame barbare qui requiert que nous intervenions.

(Mr. Collenette follows in English)

- End of Take -

Unedited copy - not official until printed  
Copie non éditée - non officielle avant impression

Fax: / Télécopieur  
943-2225/943-2113

(c.l. Oral Questions)

1415-6

(Mr. Bouchard)

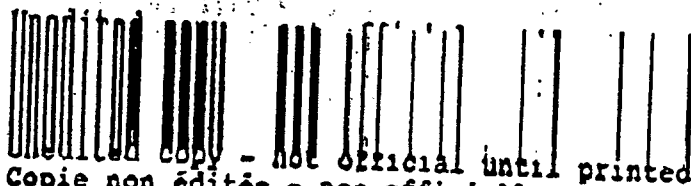
(After French--Mr. Bouchard)

(English)

[Hon. David Michael Collenette (Minister of National Defence  
and Minister of Veterans Affairs): Mr. Speaker, the hon.  
Leader of the Opposition should understand that the commander of  
the UN forces in Rwanda is a Canadian and he is continuing to  
work under very difficult circumstances.

(1420 follows)

- End of Take -



Unedited copy - not official until printed  
Copie non éditée - non officielle avant impression

Fax: / Télécopieur  
943-2225/943-2113

(c.l. Questions orales)

1415-3

L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, le ministre des Affaires étrangères a dit clairement hier qu'il était de l'intention du Canada de faire appel, justement, au Secrétaire général des Nations Unies pour faire en sorte de faciliter une solution aux problèmes au Rwanda.

On est très très inquiet, non seulement des milliers de gens qui se trouvent actuellement dans des camps de réfugiés mais aussi on est très très déçu du massacre qui se poursuit. On discute actuellement la possibilité d'une intervention plus approfondie.

(M. Bouchard suit en français)

Unedited copy - not official until printed  
Copie non éditée - non officielle avant impression

Fax: / Télécopieur  
943-2225/943-2113

(c.l. Questions orales)

1415-4

[L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition): Monsieur le Président, au-delà de l'inquiétude et de la déception, je crois que les Québécois et les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement indique clairement, concrètement ce qu'il entend faire, surtout face à une proposition très spécifique qui émane du Secrétaire général des Nations Unies lui-même.

Alors, quelle est la position canadienne vis-à-vis de cette demande: est-ce que c'est oui ou si c'est non? Et surtout, je demanderais à la vice-première ministre si elle reconnaît que, sans la présence d'une force d'interposition de l'ONU, il est tout à fait impossible de mettre sur pied la moindre intervention médicale ou humanitaire dont les Rwandais ont un si urgent besoin.

(Mrs Copps follows in English)